

LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 27 NOVEMBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Heureusement !
- 2) Il perd la tête...
- 3) Procédure pénale Algéro-Marocaine !?
- 4) Sa meilleure copine !!
- 5) 40 millions d'euros pour MLP...
- 6) La scission possible



Gérard Diez La Presse en Revue

I) L'Assemblée réaffirme le "droit fondamental" à l'IVG



© REUTERS

Les députés français ont réaffirmé aujourd'hui à la quasi-unanimité, le droit "fondamental" à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) "pour toutes les femmes, en France, en Europe et dans le monde", 40 ans après sa légalisation en France.

Jacques Bompard (ex-Front national) ainsi que cinq députés UMP et un UDI (centriste), pour la plupart opposés au mariage homosexuel, ont été les seuls à voter contre une proposition de résolution socialiste examinée à l'occasion du quarantième anniversaire de l'ouverture, le 26 novembre 1974, d'un débat de trois jours pour voter la loi légalisant l'IVG.

Ce projet de loi présenté par Simone Veil, alors ministre de la Santé de Valéry Giscard d'Estaing, avait été voté grâce à la totalité des voix de gauche. Les deux tiers des élus de droite refusèrent d'apporter leur soutien au projet de loi. La proposition de résolution "réaffirme l'importance du droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse pour toutes les femmes, en France, en Europe et dans le monde".

Avant la séance publique, le président de l'Assemblée, Claude Bartolone (PS), avait rendu hommage à Simone Veil lors d'un déjeuner organisé à l'Hôtel de Lassay en compagnie de plusieurs ministres et la maire de Paris, Anne Hidalgo (PS).

lefigaro.fr avec Reuters

II) « Sarkozy, c'est le règne de la terreur »



Nicolas Sarkozy, le 22 octobre 2014 à Toulon. (BERTRAND LANGLOIS/

Nommé conseiller à l'Elysée en 2007, Georges-Marc Benamou a vécu l'enfer. Il raconte. Interview en partenariat avec "La Revue Civique".

En partenariat avec "La Revue Civique"

Georges-Marc Benamou est l'auteur de "Comédie française" (Fayard), grande fresque décrivant de l'intérieur la haute sphère du pouvoir élyséen, ce qu'il appelle la "Cité interdite", où il a été appelé à "conseiller le Prince", Nicolas Sarkozy, au début de son mandat présidentiel. Il s'exprime aujourd'hui, sans langue de bois, sur les leçons de son expérience au sommet de l'Etat et ce qu'il tire comme enseignements quant à la personnalité de l'ancien président et sa conception de la politique.



Vous faites découvrir à vos lecteurs la brutalité parfois extrême du jugement porté par Nicolas Sarkozy sur des personnalités de sa propre famille politique. Par exemple, Jean-Pierre Raffarin, un moment comparé à "une hyène" !

- Oui, il y a la violence verbale, c'est vrai. Il y a cette conception brutale, une violence autour de Nicolas Sarkozy pour lequel il n'y a pas de "famille politique", il y a simplement le règne de la terreur et l'idée que c'est la force qui prime. [...] Il n'y a plus de "grande famille", les gens se haïssent, des clans se sont constitués. [...] Avec lui c'est la violence, la violence, et encore la violence, rien que du rapport de force.

Vous racontez que Nicolas Sarkozy évite tout entretien, seul, avec François Fillon.

- Derrière l'affiche du tandem au pouvoir, il y a cette confiance, qui m'arrive fin novembre 2007 : le Premier ministre n'avait pas réussi à voir le Président de la République en tête à tête depuis six mois ! Tous les rendez-vous prévus normalement avant les Conseils des Ministres avaient été annulés. Parce que Nicolas Sarkozy ne le supportait plus.

Il ne consentait à voir François Fillon qu'en présence d'un homme clé, voire lige, Claude Guéant...

Oui. Claude Guéant, cet étrange Richelieu du 21e siècle [...].

Personnage à travers lequel tout le système Sarkozy s'est construit ?

- Oui. Sachant qu'entre Sarkozy et Guéant, cela n'a pas été tout le temps rose : j'ai assisté à des scènes d'humiliation très fortes, Sarkozy s'est même montré menaçant à l'égard de Guéant. [...]

- Mais ils formaient un vrai couple politiquement : une confiance absolue, une information constante, ils s'appelaient quinze fois par heure, une relation père-fils, maître-esclave. Claude Guéant est d'ailleurs encore, selon moi, à la fois le maillon faible et le pivot par lequel tient la Sarkozie.

On a l'impression aussi que le système Sarkozy repose sur des policiers...

- [...] Je ne suis pas sûr que Clemenceau, au Ministère de l'Intérieur, ait été entouré d'autant de flics. Cela correspond peut-être à une vision policière du monde, un peu à la Alexandre Dumas, avec des corridors, des stratagèmes, des affaires, des assassinats... hypothèse romanesque, bien sûr, qu'il y a peut-être dans la tête de Sarkozy.

Il y a aussi une méfiance de tout. Et une vision vraiment policière de la politique. Chercher à être informé sur tout. Mais il y a aussi dans cet entourage policier un manque évident de flair politique. [...] Une déconnexion de la société, un assèchement politique par son entourage.

Autre homme clé de la Sarkozy : Patrick Buisson. Comment ce personnage s'est-il installé au sommet du pouvoir auprès de Sarkozy ?

[...] Sarkozy cherche une idée, comme le cycliste fourbu cherche la bonne dope. Il tombe sur l'idée du ministère de l'identité nationale !

Devant la réussite sondagière de cette idée, pragmatique, Sarkozy, à partir de ce moment, choisit presque aveuglément de suivre les conseils de Buisson.

[...] Il joue la carte du régalien, sur des thèmes qui flirte avec l'extrême droite : l'ordre, l'ostracisme des étrangers, des Roms, la xénophobie, tout cela, c'est pour lui faire de la politique et "ça coûte pas cher"...

LAPRESSEENREVUE.EU

Oui. Claude Guéant, cet étrange Richelieu du 21e siècle [...].

Personnage à travers lequel tout le système Sarkozy s'est construit ?

- Oui. Sachant qu'entre Sarkozy et Guéant, cela n'a pas été tout le temps rose : j'ai assisté à des scènes d'humiliation très fortes, Sarkozy s'est même montré menaçant à l'égard de Guéant. [...] Mais ils formaient un vrai couple politiquement : une confiance absolue, une information constante, ils s'appelaient quinze fois par heure, une relation père-fils, maître-esclave. Claude Guéant est d'ailleurs encore, selon moi, à la fois le maillon faible et le pivot par lequel tient la Sarkozie.

On a l'impression aussi que le système Sarkozy repose sur des policiers...

- [...] Je ne suis pas sûr que Clemenceau, au Ministère de l'Intérieur, ait été entouré d'autant de flics. Cela correspond peut-être à une vision policière du monde, un peu à la Alexandre Dumas, avec des corridors, des stratagèmes, des affaires, des assassinats... hypothèse romanesque, bien sûr, qu'il y a peut-être dans la tête de Sarkozy.

Il y a aussi une méfiance de tout. Et une vision vraiment policière de la politique. Chercher à être informé sur tout. Mais il y a aussi dans cet entourage policier un manque évident de flair politique. [...] Une déconnexion de la société, un assèchement politique par son entourage.

Autre homme clé de la Sarkozy : Patrick Buisson. Comment ce personnage s'est-il installé au sommet du pouvoir auprès de Sarkozy ?

- [...] Sarkozy cherche une idée, comme le cycliste fourbu cherche la bonne dope. Il tombe sur l'idée du ministère de l'identité nationale ! Devant la réussite sondagière de cette idée, pragmatique, Sarkozy, à partir de ce moment, choisit presque aveuglément de suivre les conseils de Buisson.

[...] Il joue la carte du régalien, sur des thèmes qui flirte avec l'extrême droite : l'ordre, l'ostracisme des étrangers, des Roms, la xénophobie, tout cela, c'est pour lui faire de la politique et "ça coûte pas cher"...

Comment Sarkozy a-t-il pu suivre cet homme, et l'instrumentalisation des sondages ?

- C'était le summum du marketing sondagier : celui qui marque des points (dans l'opinion, d'après les sondages sur commandes) a raison ! Peu importe les moyens, si les sondages sont bons ! Plus on fait du gros rouge, plus on fait du Buisson, plus ça semble marcher, alors pourquoi se priver ?!

Plus ça tache, plus ça marche... vision sur le court terme, non ?

- Oui, c'est cela qui a fasciné Sarkozy mais fait aussi son extrême fragilité, éthique. Sa faiblesse, car Sarkozy a besoin d'un cadre. Cela a été Cécilia. Cela a été Buisson. Demain, on ne sait pas. On voit qu'il n'y a personne, ça flotte donc en Sarkozie, on ne sait pas trop où la barque va aller. C'est un bric à brac.

Ce marketing court-termiste semble en effet à l'œuvre, on l'a vu lors du meeting face à une salle qui l'intimait d'annoncer "l'abrogation" de la loi sur le mariage pour tous...

- Cette séquence est en effet le résumé, en 15 secondes, de mon livre. Ces images, il paraît qu'Alain Juppé les a d'ailleurs repassé plusieurs fois, c'est la quintessence du marketing à très courte vue, qui "ne coûte pas cher" [...] Où l'on voit un matamore qui cède devant des gueulars : celui qu'on avait pris pour un grand réformateur est en fait un grand démagogue.

La dureté apparente de Sarkozy ne cache-t-elle pas en réalité une faiblesse, politique et psychologique ?

- Oui, fausse dureté, vraie fragilité. Dépendance à la mère, dépendance à la femme, celle qui est dans son lit a toujours raison. Vraie faiblesse, en fait. La placidité du Président "normal" Hollande est finalement plus solide, psychologiquement, quoi qu'on pense par ailleurs de sa politique. Sarkozy est plus fébrile, complexé, versatile. Pendant presque un an, au début de son mandat, l'obsession Cécilia va occulter tout le reste. Plus rien n'a d'importance... ce qui montre une conception, finalement assez pathétique, du pouvoir et de la politique.

Propos recueillis par Jean-Philippe Moinet

Retrouvez l'intégralité de cet entretien sur revuecivique.eu

III) Sarkozy : polémique après une petite phrase sur les origines de Rachida Dati



En 2007, le président Nicolas Sarkozy à l'Élysée en compagnie de sa garde des Sceaux Rachida Dati et du Premier ministre François Fillon. | LP/FRED DUGIT

C'est la phrase qui fâche. Et Rachida Dati, qui a pris le parti ces derniers mois de provoquer Nicolas Sarkozy autant que possible, ne va certainement pas la laisser sans réponse. En meeting mardi soir à Boulogne-Billancourt, l'ex-chef de l'Etat a parlé de son ancienne ministre de la Justice en des termes surprenants, invoquant sa généalogie comme motif de compétence.

«J'ai voulu Rachida Dati comme garde des Sceaux parce que je m'étais dit que Rachida Dati, avec père et mère algérien et marocain, pour parler de la politique pénale, ça avait du sens».

Mardi soir, dans le cadre de sa campagne pour la présidence de l'UMP, l'ancien président de la République rencontrait 1500 militants des Hauts-de-Seine, à Boulogne. Au bout d'une heure et quart de discours et de questions-réponses avec la salle, le visage tendu par la fatigue, la chemise détrempée par la sueur, Nicolas Sarkozy accepte une ultime question. Une femme se lève. Camerounaise, elle a bénéficié d'une formation à l'ENA grâce à un accord de coopération conclu durant son mandat. «Que ferez-vous pour la parité et la diversité si vous êtes élu ?», lui demande-t-elle.

«Avec père et mère algérien et marocain, pour parler de la politique pénale, ça avait du sens»

Le visage de l'ancien chef de l'Etat s'éclaire. Un coup d'épaule et il se détend. «Il faut que je m'explique avec vous, ne laissons rien dans l'ombre, sur ce que j'ai appelé l'ouverture», lui répond-il d'abord. «A part Eric Besson et, hésite-t-il, Jean-Marie Bockel, tous m'ont trahi. Donc on ne peut pas dire que je sois enclin à une sympathie immense».

La parité et la diversité, c'est la même chose que l'ouverture, finit-il par dire. (...) Je veux continuer à promouvoir des femmes et des hommes de la diversité parce que je veux que nous ressemblions à la France et non à une partie de la France, même si j'ai été déçu», ajoute-t-il.

Puis, avec un grand sourire à l'évocation de ce qui est vraisemblablement un beau souvenir pour lui, Nicolas Sarkozy évoque les femmes ministres présentes à ses côtés devant «le Congrès des Etats-Unis d'Amérique»... Il mentionne Christine Lagarde, première femme ministre des Finances «de l'histoire de la République», parce que «je n'ai pas voulu que les femmes soient à la politique sociale, ou aux crèches, ou à la politique familiale». Rama Yade, emblématique de ces Français qui ont passé une partie de leur enfance à l'étranger.

Vient l'exemple de Rachida Dati, poussée à l'époque par Cécilia Sarkozy, nommée porte-parole du candidat pendant sa campagne de 2007, puis devenue ministre de la Justice pendant les deux premières années du quinquennat. «Parce que je m'étais dit que Rachida Dati, avec père et mère algérien et marocain, pour parler de la politique pénale, ça avait du sens». La salle fait claquer quelques applaudissements, bien moindres que la salve déclenchée par ses propos un peu plus tôt sur la guerre des chefs à l'UMP.

Le candidat à la présidence de l'UMP évoque enfin Rama Yade. «Qu'on ne vienne pas me faire le procès - parfois Rama même me l'a dit : Arrêtez de parler de ma couleur-. J'en parle pas mais ça se voit !»

Hervé Mariton (UMP) : «Ce n'est tout simplement pas acceptable»

Rares sont ceux qui défendent Nicolas Sarkozy, qui aurait pu vouloir dire, maladroitement, que Rachida Dati incarnait son choix contre certains préjugés. Proche de l'ancien président, le député UMP Laurent Wauquiez a voulu justifier ses propos: «Ce qu'a très bien dit Nicolas Sarkozy, c'est qu'effectivement cela a du sens, à un moment où il y a tellement de dénigrement de la communauté musulmane», a défendu le député-maire du Puy-en-Velay.

D'autant, a-t-il ajouté, que Rachida Dati «n'est pas dans la défense du communautarisme mais dans la défense de l'intégration républicaine, de l'assimilation».

Concurrent de Sarkozy dans la course à la présidence de l'UMP, Hervé Mariton qualifie lui de «dérapage» les propos de l'ancien président de la République. «On ne s'exprime pas de cette manière-là, on ne pense pas de cette manière-là», a affirmé, lors de l'émission «Questions d'Info»-LCP-France Info-Le Monde-AFP, le député de la Drôme. «Il fait un lien entre l'origine de sa personne et la politique qu'elle doit mener, ce n'est tout simplement pas acceptable», a-t-il insisté. «J'ai participé à des débats difficiles à l'Assemblée, par exemple contre la loi Taubira. Chacun reconnaît que je n'ai jamais dérapé», a souligné Mariton.

Ce mercredi matin, Yann Galut, député PS du Cher, a jugé ces propos «hallucinants». «Lorsque vous parlez toujours des origines et de la couleur de la peau, d'une certaine manière, vous faites des catégories différentes de citoyens et ce n'est pas ma vision des choses», a de son côté réagi François Bayrou (MoDem) sur iTélé.

«Balkany garde des Sceaux en 2017, ça aurait aussi du sens»

Aussitôt, la toile a réagi. Au mieux pour s'interroger du «sens» évoqué, sinon pour dénoncer un amalgame raciste douteux de la part d'une personnalité politique. «Ouf, on avait eu peur que Dati ait été choisie pour ses compétences et son sens de l'Etat», remarque un certain Magistrat de TA sur Twitter. «J'imagine que pour Sarkozy, Balkany garde des Sceaux en 2017, ça aurait aussi du sens», riposte AntiBody sur Twitter quand Gianni propose de nommer DSK ministre du droit des femmes.

LeParisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Comment la finance est devenue la meilleure amie de Hollande



Par Florian Fayolle

Les marchés financiers continuent à faire confiance à la France qui emprunte à un taux à peine plus élevé que l'Allemagne. Explications.



François Hollande (AFP)

Qui l'aurait cru. La gauche française au pouvoir peut remercier la finance! C'est en effet grâce à l'appétence des marchés financiers pour la dette française que l'Etat peut bénéficier de taux à 10 ans aussi bas. Lundi 25 novembre, ils sont tombés à 1,102 % à dix ans. Du jamais vu depuis 1974, date à laquelle la France a commencé à emprunter sur les marchés. Pis, le spread avec l'Allemagne (la différence entre les taux allemand et français) s'est réduit à 0,3%. Une tendance qui a pour conséquence que la charge de la dette ne sera plus le premier poste de dépenses de l'Etat français en 2015.

[Taux d'intérêt sur la dette française à 10 ans]

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/changes-et-taux/taux-indicatifs-des-bons-du-tresor-et-oat.html>

Mais pourquoi donc une telle boulimie pour les obligations d'Etat? "La dette française bénéficie d'une bonne cote auprès des investisseurs étrangers. Elle est d'ailleurs très internationalisée (deux tiers de la dette sont aux mains de non-résidents). Ce qui est une bonne chose et signe d'attractivité du pays. Et ce, même si la France a perdu son triple A en 2012", analyse Gilles Moec, économiste à Merrill Lynch.

Super Mario aux manettes

Autre explication pour comprendre le phénomène de la dégringolade des taux: l'action de la Banque centrale européenne (BCE). Celle-ci mène une politique monétaire accommandante. "Cette chute fait suite aux annonces de Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, vendredi dernier. Il a déclaré que la BCE n'hésitera pas agir dans les mois à venir pour répondre à la situation d'urgence de la zone euro qui flirte avec un risque de déflation" relève Clemente de Lucia, économiste à BNP Paribas.

En clair, cela veut dire que Mario Draghi est prêt à franchir une nouvelle fois le Rubicon des traités européens. " Nous nous attendons à ce que la BCE annonce de nouvelles mesures accommodantes dans les prochains mois, en étendant et en approfondissant les TLTRO [prêts aux banques à des taux préférentiels, NDLR] et le programme de rachat d'ABS [titres adossés à des actifs, NDLR] et d'obligations sécurisées déjà annoncé", avance Goldman Sachs.

Sans parvenir toutefois pour l'instant à raviver la flamme de l'économie européenne. En effet, l'OCDE a de nouveau abaissé ses prévisions de croissance pour la zone euro à 1,1% pour 2015. Malgré l'afflux de liquidité, les investisseurs préfèrent acheter de la dette souveraine, jugée plus sûre, que celle des entreprises malmenées par la baisse de la demande dans la zone euro.

Quelles conséquences pour la France ?

Si l'économie réelle a du mal à voir la couleur des actions de la BCE, les Etats en revanche applaudissent. C'est particulièrement vrai pour la France. En 2013, les investisseurs se sont jetés sur la dette française. Résultat, sur cette même année, l'Etat a bénéficié d'une baisse des taux d'intérêt de 3 points par rapport à ceux auxquels elle empruntait en 2012. Soit 2 milliards d'économie... Mieux, en 2015, le paiement par la France des intérêts à ses créanciers, atteindra 44,34 milliards d'euros, contre 46,65 milliards pour 2014. Le service de la dette repasse ainsi derrière l'enveloppe attribuée à l'enseignement scolaire (47,43 milliards en 2015 contre 46,3 milliards en 2014), un secteur désigné comme prioritaire par le gouvernement.

Une aubaine au vue des difficultés budgétaires du pays. Au prise avec un taux de croissance qui ne dépassera pas 0,4% du PIB en 2014 et une

inflation qui décélère mois après mois, le gouvernement a préféré laisser filer le déficit public. Révisé en août par Bercy, il sera de 4,4% du PIB à la fin de l'année. Très largement au-dessus des sacro-saints 3% fixés par les traités européens. Pis, selon l'OCDE, la dette française, elle, devrait dépasser les 100% du PIB en 2015.

De quoi passablement énerver Bruxelles qui depuis septembre joue au chat et à la souris avec Paris pour que la France aille au-delà des 50 milliards d'euros d'économies prévus jusqu'à 2017. La commission va d'ailleurs rendre son avis définitif sur le budget français vendredi prochain. Mais, elle ne devrait pas se prononcer définitivement avant mars prochain, histoire d'avoir les détails de la loi Macron.

Quoiqu'il en soit, la faiblesse des taux d'intérêt est une bonne nouvelle pour les Etats du sud de la zone euro. Moins pour les Allemands - très attachés à l'orthodoxie budgétaire - qui n'ont de cesse pousser des cris d'orfraie à chaque intervention de Mario Draghi. Ils redoutent que les gouvernements des pays du Sud de l'Europe profitent des taux d'intérêts bas pour ne pas engager des réformes et donc réduire leurs déficits.

De son côté super Mario ne peut pas tout. Il a d'ailleurs laissé entendre en août dernier, lors de son discours à Jackson Hole aux Etats-Unis, que les Etats devaient agir pour relancer la croissance et faire baisser le chômage au sein de la zone euro.

challenges.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Un accord hors-norme entre l'extrême droite et ses interlocuteurs russes

Par Marine Turchi

Selon les informations obtenues par Mediapart, les responsables du Front national ont voulu emprunter en Russie une somme globale de 40 millions d'euros. Les 9 millions obtenus de la First Czech Russian Bank ne sont que « la première tranche », a confirmé un haut responsable du FN. Le député européen Jean-Luc Schaffhauser admet avoir été rétribué 140 000 euros pour son rôle.

C'est un accord financier global hors norme que le Front national a sollicité auprès de Moscou. Du jamais vu dans l'histoire des partis politiques. La somme de 40 millions d'euros au total a été demandée à ses interlocuteurs russes par le FN pour financer son activité politique, selon les informations obtenues par Mediapart. Même s'il s'agit de fonds que le parti s'engage à rembourser, ce financement pose la question de l'ingérence d'un État étranger dans la vie politique française.

Révéler le 22 novembre par Mediapart, le prêt de 9 millions d'euros obtenus de la First Czech Russian Bank (FCRB), ne serait qu'une « première tranche » de l'argent obtenu à Moscou par Marine Le Pen. Des responsables du Front national ont confirmé les proportions communiquées à Mediapart. « Une première tranche a été débloquée sur un prêt de 40 millions, a indiqué un membre du bureau politique à Mediapart. La tranche de 9 millions est arrivée, 31 vont suivre ».

Bernard Monot, conseiller « à la stratégie économique » de Marine le Pen et député européen, indique à Mediapart qu'il n'y a pas eu « une demande ferme », en revanche « un besoin de financement global exprimé, sans doute, dans les discussions avec la banque ». « Le besoin potentiel est de 45 millions jusqu'à la présidentielle et les législatives, explique-t-il. On y va pas à pas. On affinera ça au fur et à mesure ». Cet ancien haut fonctionnaire de la Caisse des dépôts ne cache pas avoir « fait venir » Jean-Luc Schaffhauser pour rechercher des prêts auprès des établissements russes avant même qu'il soit élu député européen. « On est sur un financement au long cours », poursuit-il.

« Il n'y a pas de première tranche ou de deuxième tranche, simplement moi j'ai toujours dit que d'ici les législatives on avait besoin de 35 à 40 millions d'euros, a commenté de son côté le trésorier du Front national, Wallerand de Saint-Just, joint par Mediapart. On n'a jamais, à ma connaissance, en Russie, parlé, avec cette banque, de plus de 10 millions. » Le trésorier n'exclut pas que lors « d'autres discussions » qu'avec lui le sujet ait été évoqué : « Parce que je pense que Schaffhauser les a peut-être vus à d'autres moments », indique-t-il. Ce dernier dit ne pas être concerné par ce montant, renvoyant vers « d'autres filières ».



Marine Le Pen le 12 mai 2014, au siège du FN, à Nanterre. © Reuters

Marine Le Pen a rejeté, dans *Le Monde*, l'idée que l'obtention d'un prêt « détermine (sa) position internationale » : « Ces insinuations sont outrancières et injurieuses. Cela fait longtemps que nous sommes sur cette ligne (pro-Russe, ndlr) », a-t-elle déclaré au *Monde*. La présidente du FN, qui a effectué deux visites – l'une officielle, l'autre privée – à Moscou, en juin 2013 et avril 2014, s'y serait aussi rendue en février 2014. Selon deux responsables du FN contactés par Mediapart, elle y aurait alors rencontré Vladimir Poutine.

Selon le quotidien russe *Kommersant*, l'un des nombreux médias à reprendre l'information, cité par RFI, l'opération « n'aurait pas pu se réaliser sans l'aval des autorités russes ». Plusieurs médias soulignent les liens de l'établissement bancaire avec l'État russe, à travers son nouveau propriétaire, Roman Yakubovich Popov, ancien cadre financier de la firme Stroytransgaz.

Alors qu'elle a justifié, dans *Le Monde*, « l'urgence » pour son parti d'emprunter des fonds, à quatre mois des départementales, Marine le Pen a elle aussi fait allusion à l'importance des besoins financiers du FN : « En tout, avec les régionales, c'est 30 millions, a-t-elle répondu au

Monde. Nous disposons de 5 millions d'euros de subventions par an. Nous n'avons plus de biens immeubles. On est obligés de souscrire des prêts, dans des établissements français ou étrangers ».

La présidente du Front national a assuré que l'opération « n'est pas secrète » : « Les instances du parti étaient au courant et j'ai demandé à Wallerand de Saint-Just (le trésorier du parti, ndlr) qu'il en fasse état dans son rapport moral qu'il présentera aux militants lors du congrès le 28 novembre », a-t-elle assuré au Monde. Fin octobre, elle avait curieusement prétendu « attendre des réponses » des banques, alors que le prêt avait été signé un mois plus tôt.

Fin octobre, Wallerand de Saint-Just expliquait à Mediapart avoir « un gros problème de financement » entre « le moment où les candidats sont investis et le moment du remboursement ». Le financement public du Front national a pourtant été multiplié par trois depuis 2012, passant de 1,7 million à 5,5 millions d'euros de dotation annuelle.



Jean-Luc Schaffhauser, eurodéputé élu le 25 mai sur la liste d'Aymeric Chauprade. © eurojournaliste.eu

Le négociateur du prêt auprès de la FCRB, le député européen Jean-Luc Schaffhauser, a admis avoir lui-même perçu, « en septembre », une rémunération de « 140 000 euros » pour son rôle, comme l'ont indiqué l'AFP et Le Canard enchaîné. « C'était la commission forfaitaire de la banque », explique l'eurodéputé à Mediapart. L'élu revendique d'avoir été légitimement rémunéré, ayant « préparé un dossier en amont, traduit en anglais » avec son avocat d'affaires. Il soutient avoir engagé ces contacts « en juin 2013 », et effectué « un travail qui avait eu lieu bien avant (s)on élection », en juin 2014.

Jean-Luc Schaffhauser précisé à l'AFP qu'il lui « fallait un défraiement », et s'être « entendu avec la présidente » (du FN, ndlr) sur ce point. L'élu se trouve de fait dans une position extrêmement délicate, puisqu'il bénéficie ainsi lui-même du

prêt qu'il a négocié. Selon ses explications, les 140 000 euros auraient été payés par la banque russe, via une structure basée au Luxembourg qu'il refuse de dévoiler. Il est contredit par le trésorier du FN, et signataire du prêt, Wallerand de Saint-Just, qui a indiqué à Mediapart que le Front national, et non la banque, avait payé cette somme: « De toute façon, c'est au débit du Front national, ce n'est pas la banque qui a payé ».

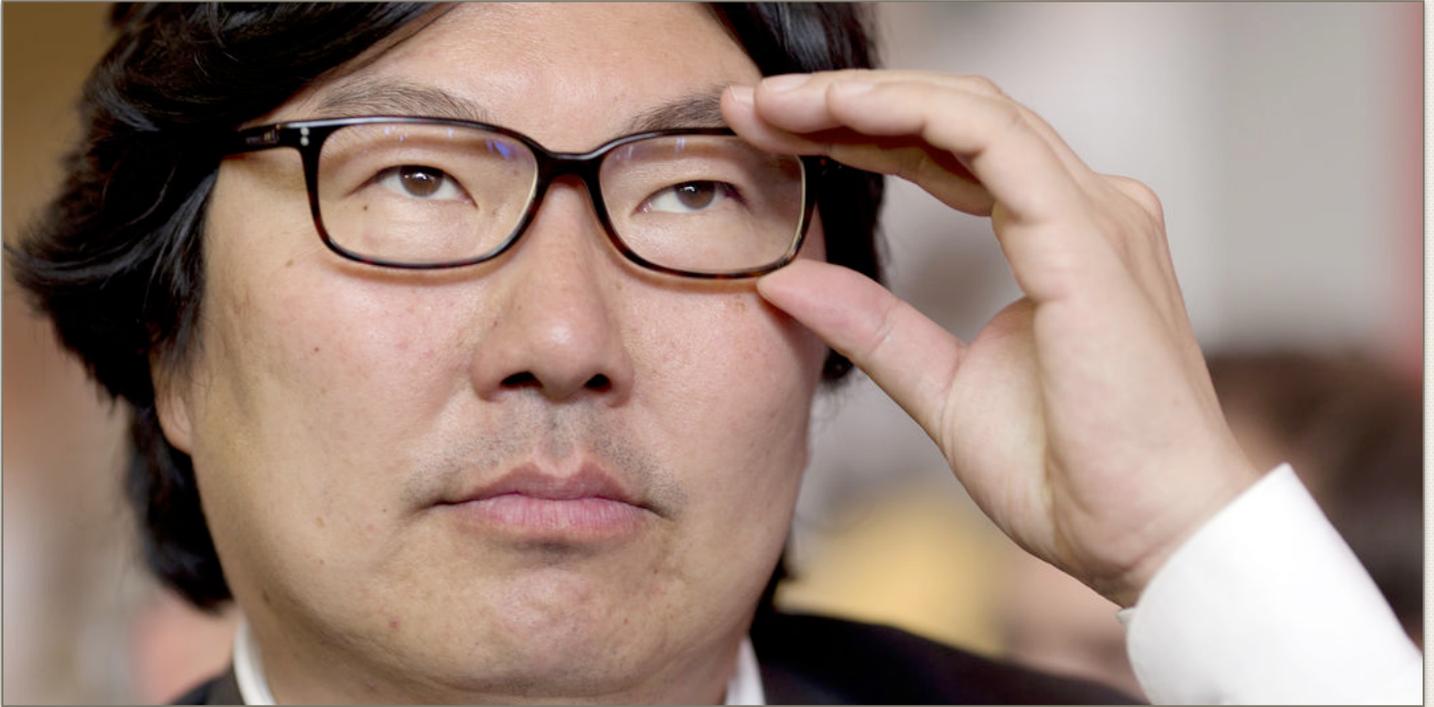
« S'il y a un conflit d'intérêts, c'est au parlement européen d'en décider, se défend Jean-Luc Schaffhauser. Je ne vois pas en quoi il y a un conflit d'intérêts puisque je continue mon activité. Il est normal que je me rende utile dans mes compétences professionnelles. J'étais consultant. Vous croyez que du jour au lendemain on abandonne ses clients? ». L'eurodéputé a en effet précisé dans sa déclaration d'intérêts avoir été consultant spécialisé dans « l'implantation de sociétés à l'étranger et dans la recherche de financement pour sociétés », mentionnant plusieurs sociétés et notamment le groupe Dassault pour lequel il dit avoir travaillé « jusqu'en 2007 ».

Le parlement européen pourrait s'interroger aussi sur l'indépendance de cet élu alors qu'il a été rémunéré par une banque russe, dans ce contexte d'un soutien financier apporté par la Russie au Front national. Son apparition en politique – aux municipales puis aux européennes – est en tous cas le prolongement de son engagement pro-russe. L'homme d'affaires avait déjà servi d'intermédiaire au rapprochement entre le Vatican et la Russie, dans les années 1990.

Le déblocage du prêt par la FCRB est le résultat de la mobilisation d'Alexandre Babakov, député de la Douma, et ancien chef du parti nationaliste Rodina, qui est l'un des contacts privilégiés de Jean-Luc Schaffhauser, au milieu des années 2000. Chargé d'une commission en charge du développement du complexe militaro-industriel de la Fédération de Russie, le député russe, qui dispose de plusieurs biens immobiliers de prestige à Paris (lire notre enquête), est visé par les sanctions de l'Union européenne consécutives à l'intervention russe en Ukraine.

Sollicitée mercredi par l'intermédiaire de son chef de cabinet, Marine Le Pen a fait savoir qu'elle « ne répond(ait) pas ».

VI) Jean-Vincent Placé menace d'une scission d'EELV en cas d'alliance avec le Parti de gauche



AFP/KENZO TRIBOUILLARD Jean Vincent Placé

La mise en garde est cinglante. Le chef de file des sénateurs écologistes, Jean-Vincent Placé, a prévenu mercredi 26 novembre Cécile Duflot qu'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) connaîtrait une scission si l'ancienne ministre entraînait le parti dans l'opposition et l'alliance avec le Parti de gauche.

« Si la majorité de mes amis, et Cécile Duflot, penchent pour l'opposition au président de la République et un accord avec le Parti de gauche, il y aura deux écologies », a-t-il déclaré devant l'Association des journalistes parlementaires. Il a ensuite précisé qu'un éventuel vote hostile des écologistes au budget, au lieu de leur actuelle abstention, serait le signe de leur basculement dans l'opposition.

DES LISTES COMMUNES AVEC LE PS EN MARS

Répétant être en faveur d'une « primaire de la gauche » avant l'élection présidentielle de 2017, il s'est aussi prononcé pour le plus de listes communes entre EELV et le PS pour les élections départementales de mars 2015.

« Je suis favorable [à l'union avec le PS], notamment, lorsque les majorités départementales ont bien travaillé, qu'elles ont mené une politique sociale, une politique écologique, une politique démocratique. »

Jean-Vincent Placé pense que les départements se répartiront en « trois tiers » : un tiers « avec effectivement la gauche de la gauche », « un tiers d'autonomie » et un tiers avec des alliances PS-EELV.

lemonde.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU